

L'ANGLAIS EN ALGÉRIE : LE MYTHE A L'ÉPREUVE DU TERRAIN

Mohamed Miliani
Université d'Oran

Dans tout pays, la gestion des langues nationales et étrangères échappe rarement aux manipulations idéologiques. Il en va ainsi du devenir de la langue française face à une supposée nécessité de développer la langue anglaise, ce qui a déclenché des prises de position loin du réel, polluant subséquemment la réflexion sur le marché linguistique algérien. Il est bon de rappeler que la solution politique a été déjà essayée en 1993 lorsque les autorités éducatives avaient introduit la langue de Shakespeare dans le primaire, en lieu et place du français. Les résultats n'ont pas été probants : des milliers d'élèves n'ont pu alors suivre des formations scientifiques vu que la quasi-totalité des offres de formation universitaire sont encore proposées en français. La présente réflexion tente de montrer que la simple incantation ne peut servir de politique même si la langue anglaise occupe une position privilégiée dans le monde gagné par cette lingua franca. Par ailleurs, malgré cette omniprésence dans le domaine scientifique, face à la réalité du terrain, le but visé tient plus d'un travail de Sisyphe.

L'Algérie, au même titre que bien des pays francophones (Rwanda, Guinée, Vietnam, Gabon...), s'est lancée dans une entreprise qui cherche à renforcer l'emploi de l'anglais en et hors éducation. Seulement, l'on parle d'un dessein qui ne peut se réaliser en un tour de main, et ne peut être une réponse appropriée aux réalités sociales, économiques et éducatives du pays. Ce sont ces réalités que nous souhaitons aborder ici. Leur centralité, leur ampleur et leur importance montrent que le mythe d'une langue à même d'amener le développement, s'échouera sur les récifs de données incontournables, sous-estimées voire même déconsidérées. Ces dernières montrent que le déni de réalité serait par contre plus contreproductif pour le pays.

Les termes du débat

Les déclarations initiales des politiques en faveur de l'anglais ont été suivies par des positions plus nuancées, ambiguës¹ même. A contrario, il peut être avancé qu'il ne peut y avoir de bouleversement dans l'espace linguistique que progressif et systémique. D'un autre côté, la langue dominante, en l'occurrence l'arabe, n'a pas réussi encore à investir le domaine des sciences. Le cadre des débats sur les différents idiomes en circulation démontre que le pays mène une politique d'unilinguisme auquel l'anglais lui-même est déjà confronté. Les politiques se sont souvent invités dans la gestion des langues (arabisation des sciences sociales en 1984, minoration de certaines langues étrangères début des années 2000, et cette année, retrait des épreuves de langues étrangères du baccalauréat scientifique). En conséquence, et en dépit d'incessantes incursions des politiciens et des institutions étatiques, le processus d'arabisation est loin d'être une réussite. Quant à l'internationalisation du Supérieur, elle est encore à venir, mais les étudiants étrangers choisissent souvent médecine ou technologie, dispensées en français !

Les réalités du terrain

Tout d'abord, le paysage sociolinguistique du pays reste encore dynamique par le caractère diglossique² prégnant et un bilinguisme passif en faveur de l'arabe face au français. Cependant, l'arabisation se faisant plus lentement que prévu dans les secteurs de l'éducation et de l'administration, le recours aux autres langues est constant. Par ailleurs, les données statistiques font de l'Algérie le quatrième pays francophone dans le monde³, même si la réalité démolinguistique est plutôt opaque car sensible : le nombre de locuteurs francophones⁴ reste une question qui rencontre le mutisme des officiels.

Quant aux discours épilinguistiques des Algériens, souvent ambivalents, ils fluctuent entre le culturel et l'identitaire reprenant parfois des stéréotypes sociaux ancrés dans l'imaginaire des générations d'avant l'indépendance. Ainsi, les représentations des jeunes

¹ 52 établissements universitaires algériens sont membres de l'Agence Universitaire de la Francophonie, mais l'Algérie ne l'est pas.

² Arabe classique vs. dialecte algérien

³ Selon l'OIF, il y aurait 11.200.000 francophones en Algérie.

⁴ Aucune statistique sur les différents lectorats n'a été donnée à l'occasion du dernier Salon du livre.

locuteurs donnent le qualificatif de 'langue du développement' pour l'anglais, mais reprennent celui de '*langue du colonisateur*' pour le français. Relativement, celui de '*butin de guerre*' moins chargé, ne décrit pas mieux les choses pour les générations qui n'ont pas connu la période d'avant l'indépendance. Par contre, le nombre d'Algériens parlant du français comme langue de partage, voire de 'bien commun', est loin d'être négligeable vu que l'administration mais aussi le monde du travail font plus appel au français dans leurs activités malgré la loi sur l'arabisation. En effet, le marché de l'emploi, fortement francisé, et les recrutements dans ces espaces confirment une permanence de ce médium comme viatique pour une carrière professionnelle. Pourquoi le français prévaut-il dans le marché du travail d'aujourd'hui ? Le quotidien *El Watan* révélait (11 Avril 2016) entre autres que 500 entreprises françaises étaient installées et 6000 faisaient du commerce avec l'Algérie. L'anglais est cantonné dans les entreprises pétrolières du Sud.

Dans l'espace public, le français continue d'être majoritaire à côté de l'arabe. Ainsi, enseignes, affichages publicitaires et signalétiques utilisent le français, même si cela s'accompagne d'erreurs affolantes. L'emploi de l'anglais reste très rare et caricatural et semble être l'objet de manipulations politiciennes ou partisans. Dans la sphère politique, la question des langues étrangères est moins évidente en dehors du renouvellement des élites, par les tentatives d'éloignement des francophones des arcanes du pouvoir. Langue non-officielle, le français reste un 'véhicule de l'officialité'⁵.

Le statut du français n'étant pas encore réglé définitivement (langue seconde ou étrangère ?), sa minorisation ne pourra advenir que par progression générationnelle si le diktat par le politique est maintenu. Dans le même registre et parlant d'avenir des langues, Calvet L-J (1999)⁶ corrélait pour cela un 'besoin social' avec les 'potentialités des langues en présence'. Le besoin de langue française est tangible et le marché du travail est là pour l'attester, même si l'anglais bénéficie aujourd'hui de représentations plus positives. Seulement, les démarches prescriptives du politique n'ont réussi qu'à perturber la plurilinguisme algérienne en développant un monolinguisme en faveur de la Surnorme académique coexistant avec un semi-linguisme dans les langues étrangères, quelles qu'elles soient.

⁵ Sebaa (2000) *L'arabisation des sciences sociales*. L'Harmattan.

⁶ *Pour une écologie des langues du monde*. Paris : Plon.